

§ 3. De Regering deelt jaarlijks de informatie vervat in het bezoldigingsverslag bedoeld in paragraaf 1 aan het Waals Parlement mee, volgens de nadere regels die zij vastlegt.

Inzage in het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het beheersverslag wordt op eenvoudig verzoek verleend. In de gevallen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 30 maart 1995 over de openbaarheid van bestuur kan het verzoek geweigerd worden.

§ 4. Elke instelling deelt jaarlijks aan de toezichthoudend Minister het bezoldigingsverslag mee met de geïndividualiseerde en niet geanonimiseerde bedragen van de bezoldiging van elke commissaris die ze telt.”

Art. 12. Artikel 19bis van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 19bis. Bij de aanwijzing van de commissarissen bepaalt de Regering, op de voordracht van de toezichthoudend Minister, de vorm, het bedrag en de nadere regels van hun bezoldiging.

Deze bepaling gebeurt door rekening te houden met de activiteitssector van elke instelling.

De bezoldiging van de commissaris wordt niet volledig overgemaakt als hij in de loop van éénzelfde werkjaar zonder rechtsgeldige verantwoording afwezig bleef van meer dan twintig procent van de vergaderingen van het bestuursorgaan.”

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 november 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waalse Parlement, 585 (2015-2016) Nrs 1 tot 9.

Volledig verslag, openbare vergadering van 23 november 2016

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27324]

24 NOVEMBRE 2016. — Décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public*

Article 1^{er}. A l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, modifié par le décret du 7 avril 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, a) et b), les mots « organisme public » sont remplacés par le mot « organisme »;

b) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o « gestionnaire » : toute personne chargée de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme; »;

c) au 4^o, les mots « et les gestionnaires » sont insérés entre les mots « administrateurs publics » et les mots « visés à l'article 3 exercent leurs fonctions »;

d) il est complété par les 10^o, 11^o et 12^o, rédigés comme suit :

« 10^o « rémunération » : le montant annuel brut obtenu en additionnant toutes les sommes en espèces et tous les avantages évaluable en argent dont l'administrateur public ou le gestionnaire bénéficie soit à titre de mandataire au sens du Code de la Fonction publique wallonne, soit dans le cadre d'une relation de travail sous statut salarié, soit à titre d'indépendant.

Il s'agit du montant avant déduction des cotisations sociales personnelles dues en exécution de la législation sociale relative aux travailleurs salariés ou d'un statut légal ou réglementaire excluant les intéressés du champ d'application de la législation sociale.

Par dérogation, sont exclus de la notion de rémunération, pour autant qu'ils soient fixés dans le respect des dispositions fiscales applicables :

- a) les montants perçus en remboursement de frais exposés pour le compte de l'organisme;
- b) les avantages de toute nature découlant de l'utilisation privée d'outils de travail, tels que le téléphone portable et l'ordinateur portable, en ce compris l'éventuelle voiture mise à disposition.

Ces outils de travail sont restitués par le bénéficiaire à l'échéance du mandat ou de la relation contractuelle de travail;

- c) les primes d'assurance responsabilité civile, défense en justice et celles visant à offrir une couverture des frais exposés en raison de l'état de santé de l'administrateur public ou du gestionnaire prises en charge par l'employeur;

11° « plafond de rémunération » : le montant annuel brut maximal de la rémunération perçu par le gestionnaire;

12° « informations individuelles et anonymisées » : données figurant dans le rapport de rémunération relatives à une personne concernée dont le prénom et le nom ne sont pas transmis au Gouvernement et au Parlement wallon. ».

Art. 2. A l'article 3 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les articles 1^{er} à 16 inclus, 18, 18bis et 19 sont applicables aux administrateurs publics et aux gestionnaires exerçant leurs fonctions dans les personnes morales suivantes :

- 1° l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps);
- 2° l'Agence wallonne à l'Exportation (Awex);
- 3° l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation (AEI);
- 4° l'Office Economique du bois;
- 5° l'Agence du Numérique (AdN);
- 6° la Société anonyme Wallimage;
- 7° la Société anonyme Wallimage Entreprises;
- 8° la Société anonyme Wallimage Coproductions;
- 9° le Fonds d'investissement dans les entreprises culturelles "St'art";
- 10° le Port autonome du Centre et de l'Ouest (PACO);
- 11° le Port autonome de Charleroi (PAC);
- 12° le Port autonome de Namur (PAN);
- 13° le Port autonome de Liège (PAL);
- 14° la Société de développement de Liège Guillemins (SDLG);
- 15° la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures (SOFICO);
- 16° la Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement (Spaque) et ses filiales;
- 17° la Société de Rénovation et d'Assainissement des sites industriels (Sorasi);
- 18° la Société d'Assainissement et de Rénovation des sites industriels dans l'ouest du Brabant wallon (Sarsi);
- 19° la Société régionale wallonne du Transport public de Personnes (SRWT);
- 20° la Société de Transport en commun du Brabant wallon;
- 21° la Société de Transport en commun de Charleroi;
- 22° la Société de Transport en commun du Hainaut;
- 23° la Société de Transport en commun de Liège-Verviers;
- 24° la Société de Transport en commun de Namur-Luxembourg;
- 25° La Société wallonne des Aéroports (SOWAER);
- 26° la Société "Brussels South Charleroi Airport" (BSCA);
- 27° la Société BSCA Security;
- 28° la Société aéroportuaire de Bierset (Liège Airport);
- 29° la Société Liège Airport Security;
- 30° la Société wallonne des Eaux (SWDE);
- 31° la Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE);
- 32° le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie (FLW);
- 33° la Société wallonne du Logement (SWL);
- 34° la Société wallonne de Crédit social (SWCS);
- 35° l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (Forem);
- 36° le Commissariat Général au Tourisme;
- 37° la Société anonyme IMMOWAL;
- 38° l'Institut du Patrimoine wallon (IPW);
- 39° la Société anonyme de droit public « Le Circuit de Spa-Francorchamps »;

- 40° le Parc d'Aventures scientifiques (PASS);
- 41° l'Institut Scientifique de service public (ISSeP);
- 42° le Centre wallon de Recherches agronomiques (CRAW);
- 43° l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité (Apaq-W);
- 44° la Commission wallonne pour l'Energie (CWAPE);
- 45° le Centre régional d'aide aux communes (CRAC);
- 46° la Société régionale d'Investissement de Wallonie (SRIW);
- 47° la Société wallonne de Gestion et de Participations (SOGEPA);
- 48° la Société wallonne de Financement et de Garantie des P.M.E. (SOWALFIN);
- 49° Sambrinvest;
- 50° Meusinvest;
- 51° Investsud;
- 52° Nivelinvest;
- 53° Invest Borinage Centre;
- 54° Hoccinvest;
- 55° Ostbelgieninvest;
- 56° Namurinvest;
- 57° Luxembourg développement. ».

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « à l'exception de l'article 15bis, § 3, 2°, » sont insérés entre les mots « Les articles 1^{er} à 16 inclus, 18, 18bis et 19 » et les mots « du présent décret sont applicables à tout administrateur public »;

b) les mots « et à tout gestionnaire » sont insérés entre les mots « à tout administrateur public » et les mots « exerçant ses fonctions dans une société spécialisée »;

c) les mots « ou une filiale spécialisée » sont abrogés;

3° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « à l'exception de l'article 15bis, § 3, 2°, » sont insérés entre les mots « Les articles 1^{er} à 16 inclus, 18, 18bis et 19 » et les mots « du présent décret sont applicables à tout administrateur public »;

b) les mots « et à tout gestionnaire » sont insérés entre les mots « à tout administrateur public » et les mots « exerçant ses fonctions dans toute personne morale créée par un décret ou par un arrêté après l'entrée en vigueur du présent décret, sauf disposition contraire »;

4° le paragraphe 4 est complété par les mots « , à l'exception de l'article 18ter »;

5° il est complété par le paragraphe 6, rédigé comme suit :

« § 6. Le gestionnaire accomplit sa mission de gestion journalière soit à titre de mandataire au sens du Code de la Fonction publique wallonne, soit dans le cadre d'une relation de travail sous statut salarié, soit à titre d'indépendant.

Le gestionnaire ne peut pas être une personne morale. »;

6° un paragraphe 7 est inséré et rédigé comme suit :

« § 7. Les articles 1^{er} à 16 inclus, 18, 18 bis et 19 du présent décret sont applicables à tout administrateur public et à tout gestionnaire exerçant ses fonctions dans les filiales des organismes visés au paragraphe 1^{er}, à l'exception des filiales à caractère industriel, commercial ou d'investissement, actives sur les marchés, qui sont détenues par l'organisme ou par une filiale de celui-ci. ».

Art. 3. Dans l'article 4, § 2, du même décret, les mots « gestionnaire public » sont remplacés par le mot « gestionnaire ».

Art. 4. L'article 15 du même décret, remplacé par le décret du 7 avril 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. § 1^{er}. Le président de l'organe de gestion communique annuellement au Gouvernement le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion, qui comprend un rapport de rémunération dont le modèle est fixé par le Gouvernement et comprenant les informations anonymisées et individuelles prévues aux paragraphes 2 et 3.

Ce rapport de rémunération vise à assurer la transparence quant à l'application des règles relatives à l'encadrement des rémunérations prévues à l'article 15bis et à en permettre le contrôle parlementaire.

§ 2. Le rapport de rémunération visé au paragraphe 1^{er} comprend, pour les administrateurs publics, les informations suivantes :

1° la date de la désignation et la durée du mandat;

2° le montant des rémunérations brutes annuelles, indemnités, avantages et jetons de présence accordés directement ou indirectement en fonction de leur qualité d'administrateur, de président ou de vice-président ou de membre d'un comité ou d'un organe créé par le conseil d'administration de l'organisme, ainsi que les informations sur les mandats et les rémunérations y afférentes que ces administrateurs publics ont obtenus dans les personnes morales dans lesquelles l'organisme détient des participations ou au fonctionnement desquelles il contribue et où] les administrateurs publics ont été désignés sur sa proposition;

3° le nombre annuel de réunions des organes de gestion et la participation des administrateurs publics à ces réunions. »

§ 3. Le rapport de rémunération visé au paragraphe 1^{er} comprend, pour les gestionnaires, les informations suivantes :

1° a) le type de contrat, la date de la signature du contrat, la date de l'entrée en fonction ainsi que, le cas échéant, la date de fin de mandat ou de fonction;

b) la date de l'arrêté de désignation établi conformément aux dispositions prévues par le Code de la Fonction publique wallonne;

2° le montant de la rémunération brute annuelle, décomposée comme suit :

a) la rémunération de base annuelle;

b) le cas échéant, la rémunération annuelle variable additionnelle liée à des objectifs mesurables et ses modalités de paiement;

c) le cas échéant, le montant versé par l'organisme dans le cadre d'un plan de pension complémentaire;

d) toutes autres composantes de la rémunération perçues, à l'exclusion de celles visées à l'article 2, 10°, a), b) et c);

3° les informations complètes relatives aux mandats et aux rémunérations y afférentes que ces gestionnaires ont obtenues au sein des personnes morales dans lesquelles l'organisme détient des participations ou au fonctionnement desquelles il contribue, et où les gestionnaires ont été désignés sur sa proposition;

4° les modalités relatives aux indemnités de départ.

En cas de départ, le montant des indemnités de départ éventuellement perçues sont également indiquées dans le rapport de rémunération visé au paragraphe 1^{er}.

§ 4. Le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion fait également état de l'application des mesures visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes et de la répartition, en termes de genre, des mandats occupés.

§ 5. Le Gouvernement communique annuellement au Parlement wallon les informations contenues dans le rapport de rémunération visé au paragraphe 1^{er} selon des modalités qu'il arrête.

Le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion, est accessible sur simple demande. La demande peut être refusée dans les cas visés à l'article 6 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration.

§ 6. Chaque organisme communique annuellement au Ministre de tutelle le rapport de rémunération précisant les montants individualisés et non anonymisés de la rémunération de chaque administrateur public et de chaque gestionnaire. Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, l'organe de gestion présente, lors de chaque assemblée générale, un rapport sur la réalisation des objectifs qu'il s'est fixé pour l'exercice considéré.

Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, le conseil d'administration fournit aux assemblées générales toutes les explications adéquates sur les points qui figurent à l'ordre du jour. »

Art. 5. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre III*bis*, inséré par le décret du 7 avril 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Rémunération de l'administrateur public et du gestionnaire ».

Art. 6. L'article 15*bis* du même décret, inséré par le décret du 7 avril 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15*bis*. § 1^{er}. Lors de la désignation des administrateurs publics, le Gouvernement, sur proposition du Ministre de tutelle, détermine les formes, montants et modalités d'attribution de leur rémunération. Cette détermination se fait en tenant compte du secteur d'activités de chaque organisme.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les organismes soumis au Code des sociétés, l'organe de gestion détermine lors de la désignation des administrateurs publics, en concertation avec les actionnaires et sur proposition du Comité de rémunération, les formes, montants et modalités d'attribution de leur rémunération. Cette détermination se fait en tenant compte du secteur d'activités de chaque organisme.

La rémunération de l'administrateur public n'est pas versée dans son intégralité si, au cours d'un même exercice, il a, sans justification valable, été absent à plus de vingt pour cent des réunions de l'organe de gestion.

§ 2. Lors de la fixation de la rémunération d'un administrateur public, le Gouvernement ou l'organe de gestion tient compte du fait que cet administrateur public est en outre président ou vice-président du conseil d'administration, ou président ou membre d'un comité ou d'un organe créé par le conseil d'administration de l'organisme.

§ 3. Le plafond de rémunération du gestionnaire est :

1° de 245.000,00 euros pour les organismes visés à l'article 3, § 1^{er}, 1° à 45°, en ce compris leurs filiales telles que visées à l'article 3, § 7, et aux paragraphes 2 et 3.

A partir du 1^{er} janvier 2014, le plafond de rémunération de 245 000,00 euros est indexé le 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

le plafond de rémunération est égal à 245.000,00 euros multiplié par l'indice des prix à la consommation de décembre (base 2004) et divisé par 121,66 (indice des prix à la consommation décembre 2012, base 2004);

2° de 302.250,00 euros pour les organismes visés à l'article 3, § 1^{er}, 46° à 57°, en ce compris leurs filiales telles que visées à l'article 3, § 7.

A partir du 1^{er} janvier 2014, le plafond de rémunération de 302.250,00 euros est indexé le 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

Le plafond de rémunération est égal à 302.250,00 euros multipliés par l'indice des prix à la consommation de décembre (base 2004) et divisé par 121,66 (indice des prix à la consommation décembre 2012, base 2004).

En cas d'exercice à temps partiel de la fonction de gestionnaire, les plafonds de rémunération visés au § 3, 1° et 2°, sont calculés au prorata du régime de travail convenu.

§ 4. Les éléments rémunérateurs suivants des gestionnaires sont limités comme suit :

1° seuls les plans de pension complémentaire à contribution définie, portant sur le paiement d'une cotisation patronale fixe exprimée en un pourcentage de la rémunération durant une période pendant laquelle le gestionnaire est effectivement occupé en cette qualité par l'organisme, sont autorisés. Ce montant annuel brut total est pris en compte dans le calcul des plafonds de rémunération visés au paragraphe 3, 1° et 2°;

2° la rémunération variable éventuelle est limitée à vingt pour cent de la rémunération brute annuelle totale. Ce montant annuel brut total de la rémunération variable est pris en compte dans le calcul des plafonds de rémunération visés au paragraphe 3, 1° et 2°.

Cette rémunération variable est déterminée en fonction d'objectifs mesurables, de nature financière ou autre, fixés au moins six mois à l'avance.

§ 5. L'organisme ne peut allouer au gestionnaire:

1° une rémunération sous forme d'action, option sur action ou tout autre produit de nature similaire;

2° en cas de départ volontaire ou consenti du gestionnaire, une prime de départ, quel que soit son nom ou sa nature, en ce compris les libéralités, et ce, sans préjudice des indemnités éventuelles dues en vertu d'une clause de non-concurrence;

3° en cas de départ suite à une rupture unilatérale du fait de l'organisme ou en cas de non-renouvellement de la mission de gestion public à l'échéance du terme convenu, toute indemnité de départ autre que celle prévue par la législation applicable à la relation de travail.

§ 6. La rémunération perçue par un gestionnaire en contrepartie de l'exercice, par celui-ci, d'un mandat dérivé revient de droit à l'organisme dont est issue la personne qui exerce le mandat dérivé.

§ 7. Lors de la fixation de la rémunération d'un gestionnaire, l'organisme tient compte des éléments suivants :

1° son niveau de responsabilité;

2° son ancienneté;

3° son expérience;

4° son domaine d'activités.

§ 8. Une clause de non-concurrence peut être prévue dans le contrat du gestionnaire.

Si le gestionnaire exerce ses fonctions dans le cadre d'un contrat de travail, une clause de non-concurrence peut être insérée avant la fin des relations contractuelles ou au moment de la rupture en respect des conditions fixées par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment eu égard à l'activité de l'organisme concerné.

Une convention de non-concurrence peut être conclue après la fin des relations contractuelles eue égard à l'activité de l'organisme concerné.

Dans tous les cas, la clause de non-concurrence est prévue pour une période de six mois maximum L'indemnité perçue à ce titre n'est pas supérieure à la rémunération de base pour la moitié de la période de non-concurrence prévue.

§ 9. Le gestionnaire qui souhaite exercer une autre activité professionnelle en complément de sa fonction de gestionnaire demande l'accord de l'organe de gestion au sein duquel il exerce sa fonction.

L'organe de gestion statue sur cette demande en tenant compte de l'incidence que cette autre fonction peut avoir sur la fonction de gestionnaire au sein de l'organisme et fixe les modalités de mise en œuvre, notamment en ce qui concerne l'incidence sur le plafond de rémunération.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'accord de l'organe de gestion n'est pas sollicité lorsqu'il s'agit d'une activité professionnelle ou d'un mandat d'administrateur, sur décision du Gouvernement.

§ 10. L'organe de gestion d'un organisme visé à l'article 3 constitue en son sein un Comité de rémunération.

Le Comité de rémunération a pour mission de rendre un avis sur les politiques et les pratiques de rémunération au sein de l'organisme et d'émettre des recommandations sur la rémunération individuelle et les avantages quelconques accordés aux gestionnaires.

Le Comité de rémunération est composé majoritairement d'administrateurs non exécutifs et de manière pluraliste. Les administrateurs exécutifs ne peuvent prendre part aux recommandations sur la rémunération individuelle et les avantages quelconques accordés aux gestionnaires.

Le Comité de rémunération se réunit au moins deux fois par an et chaque fois qu'il l'estime nécessaire pour l'exécution de ses missions.

Le Comité de rémunération fait régulièrement rapport à l'organe de gestion sur l'exercice de ses missions.

Par dérogation, l'organisme d'intérêt public dont le personnel est soumis au Code de la Fonction publique wallonne ou à une réglementation similaire n'est pas soumis à cette disposition.

§ 11. L'organe de gestion de tout organisme et chaque comité qu'il crée se dotent d'un règlement organique.

Le règlement visé à l'alinéa 1^{er} prévoit au minimum dans quelle mesure et à quelles conditions une dépense engagée par l'un des membres de l'organe de gestion, dans l'exercice de ses fonctions, peut être remboursée par l'organisme, ainsi que l'établissement, par chacun des membres, d'un rapport annuel reprenant les dépenses qu'il a engagées dans l'exercice de ses fonctions. »

Art. 7. Dans le chapitre IIIbis du même décret, un article 15ter est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 15ter. Les dispositions prévues aux paragraphes 3 à 6 et aux paragraphes 8 et 9 de l'article 15bis, s'appliquent uniquement aux arrêtés de désignation et aux contrats conclus postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente disposition.

Le gestionnaire dont la mission de gestion journalière est assortie d'une rémunération spécifique est également soumis aux dispositions prévues aux paragraphes 1^{er} à 6 et aux paragraphes 8 et 9 de l'article 15bis si le renouvellement de la mission de gestion journalière est postérieur à l'entrée en vigueur de la présente disposition.

Les dispositions prévues aux paragraphes 1^{er} à 6 et aux paragraphes 8 et 9 de l'article 15bis s'appliquent à toute nouvelle modalité relative à la rémunération d'un gestionnaire fixée postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente disposition. ».

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public*

Art. 8. A l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, il est inséré un 7° rédigé comme suit :

« 7° « informations individuelles et anonymisées » : données figurant dans le rapport de rémunération relatives à une personne concernée dont le prénom et le nom ne sont pas transmis au Gouvernement et au Parlement wallon. ».

Art. 9. A l'article 3 du même décret, modifié par les décrets des 23 février 2006 et 7 avril 2011, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le présent décret est applicable aux organismes suivants :

- 1° l'Agence wallonne à l'exportation (AWEX);
- 2° l'Agence pour l'entreprise et l'innovation (AEI);
- 3° l'Office économique du bois;
- 4° l'Agence du Numérique (AdN);
- 5° la Société anonyme Wallimage SA;
- 6° la Société anonyme Wallimage Coproductions;
- 7° le Port autonome du Centre et de l'Ouest (PACO);
- 8° le Port autonome de Charleroi (PAC);
- 9° le Port autonome de Namur (PAN);
- 10° le Port autonome de Liège (PAL);
- 11° la Société de développement de Liège Guillemins (SDLG);
- 12° la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures (SOFICO);
- 13° la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement (Spaque);
- 14° la Société de rénovation et d'assainissement des sites industriels (Sorasi);
- 15° la Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels du Brabant wallon (Sarsi);
- 16° la Société régionale wallonne du Transport public de personnes (SRWT);
- 17° la Société de Transport en commun du Brabant Wallon;
- 18° la Société de Transport en commun de Charleroi;
- 19° la Société de Transport en commun du Hainaut;
- 20° la Société de Transport en commun de Liège-Verviers;
- 21° la Société de Transport en commun de Namur-Luxembourg;
- 22° la Société wallonne des aéroports (SOWAER);
- 23° la Société wallonne des Eaux (SWDE);
- 24° la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE);
- 25° le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie (FLW);
- 26° la Société wallonne du logement (SWL);
- 27° la Société wallonne du crédit social (SWCS);
- 28° l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (Forem);
- 29° la Société anonyme IMMOWAL;
- 30° la Société anonyme de droit public "Le Circuit de Spa-Francorchamps";
- 31° la Commission wallonne pour l'Energie (CWaPE);
- 32° la Société wallonne de gestion et de participations (SOGEPA);
- 33° la Société wallonne de Financement et de Garantie des PME (SOWALFIN);
- 34° la SOWAFINAL;
- 35° la SOFIPOLE;
- 36° la GELIGAR;
- 37° la FIWAPAC;
- 38° la SOWECSOM;
- 39° la SOFRIWAL;
- 40° la SOWASPACE;
- 41° la Caisse d'investissement de Wallonie (CIW). »

Art. 10. Dans le même décret, il est inséré un Chapitre III/1 intitulé « Rapport de rémunération ».

Art. 11. Dans le chapitre III/1, inséré par l'article 10, il est inséré un article 19/1 rédigé comme suit :

« Art. 19/1. § 1^{er}. Le président de l'organe de gestion communique annuellement au Gouvernement le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion, qui comprend un rapport de rémunération dont le modèle est fixé par le Gouvernement et comprenant les informations anonymisées et individuelles prévues au paragraphe 2.

Ce rapport de rémunération vise à assurer la transparence quant à l'application des règles relatives à l'encadrement des rémunérations prévues à l'article 19 et à en permettre le contrôle parlementaire.

§ 2. Le rapport de rémunération visé au paragraphe 1^{er} comprend, pour les commissaires, les informations suivantes :

1° la date de la désignation et la durée du mandat;

2° le montant des rémunérations brutes annuelles, indemnités, avantages et jetons de présence accordés directement ou indirectement en raison de leur qualité de commissaires;

3° le nombre annuel de réunions des organes de gestion et la participation des commissaires du Gouvernement à ces réunions.

§ 3. Le Gouvernement communique annuellement au Parlement wallon les informations contenues dans le rapport de rémunération visé au § 1^{er} selon des modalités qu'il arrête.

Le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion, est accessible sur simple demande. La demande peut être refusée dans les cas visés à l'article 6 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration.

§ 4. Chaque organisme communique annuellement au Ministre de tutelle le rapport de rémunération précisant les montants individualisés et non anonymisés de la rémunération de chaque commissaire. »

Art. 12. L'article 19bis du même décret, inséré par le décret du 7 avril 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19bis. Lors de la désignation des commissaires, le Gouvernement, sur proposition du Ministre de tutelle, détermine les formes, montants et modalités d'attribution de leur rémunération.

Cette détermination se fait en tenant compte du secteur d'activités de chaque organisme.

La rémunération du commissaire n'est pas versée dans son intégralité si, au cours d'un même exercice, il a, sans justification valable, été absent à plus de vingt pour cent des réunions de l'organe de gestion. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 novembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement wallon, 584 (2015-2016) N^{os} 1 à 11.

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 novembre 2016.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2016/27324]

24. NOVEMBER 2016 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters*

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, abgeändert durch das Dekret vom 7. April 2011, wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 1°, a) und b) werden die Wörter "öffentlichen Einrichtung" durch die Wörter "Einrichtung" ersetzt;

b) Ziffer 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° Geschäftsführer: jede Person, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt ist, oder die innerhalb des mit der täglichen Geschäftsführung der Einrichtung beauftragten Organs tätig ist;"

c) In Ziffer 4° werden die Wörter "und Geschäftsführer" zwischen die Wörter "in Artikel 3 erwähnten öffentlichen Verwalter" und die Wörter "ihre Funktion ausüben" eingefügt;

d) er wird mit den Ziffern 10°, 11° und 12° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° "Vergütung": der Bruttojahresbetrag, der durch das Zusammenzählen aller Bargeldbeträge und aller in Geldwert einschätzbaren Vorteile, die der öffentliche Verwalter oder der Geschäftsführer entweder als Mandatsträger im Sinne des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes oder im Rahmen eines Arbeitsverhältnisses mit dem Status als Lohnarbeiter, oder aber als Selbständiger genießt, erhalten wird.

Es handelt sich um den Betrag vor Abzug der persönlichen Sozialbeiträge, die in Ausführung der sozialen Gesetzgebung für die Lohnarbeiter oder eines gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Status, der die Betroffenen von dem Anwendungsbereich der sozialen Gesetzgebung ausschließt, geschuldet werden.

In Abweichung davon gelten die Folgenden nicht als Vergütung, sofern sie unter Beachtung der anwendbaren steuerrechtlichen Bestimmungen festgelegt werden,

a) die als Rückzahlung der auf Rechnung von der Einrichtung ausgelegten Kosten bezogenen Beträge;

b) die Vorteile jeglicher Art, die sich aus der Privatnutzung von Arbeitsmitteln wie Mobiltelefon und Laptop ergeben, einschließlich des ggf. zur Verfügung gestellten Autos.

Diese Arbeitsmittel werden von dem Begünstigten am Ablauf des Mandats oder des vertraglichen Arbeitsverhältnisses zurückgegeben.

c) die Prämien der Haftpflichtversicherung, der Versicherung zur Verteidigung vor Gericht und derjenigen, die von dem Arbeitgeber übernommen werden zur Deckung der ausgelegten Kosten wegen des Gesundheitszustands des öffentlichen Verwalters oder des Geschäftsführers,

11° "Höchstbetrag der Vergütung": Der höchste Bruttojahresbetrag der von dem Geschäftsführer bezogenen Vergütung;

12° "individuelle und anonymisierte Informationen": in dem Vergütungsbericht über eine betroffene Person befindliche Daten, wobei Name und Vorname der Person der wallonischen Regierung und dem wallonischen Parlament nicht übermittelt werden."

Art. 2 - Artikel 3 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1^{er} wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Die Artikel 1 bis 16 einschließlich, 18, 18bis und 19 finden Anwendung auf die öffentlichen Verwalter und auf die Geschäftsführer, die ihre Funktionen in den folgenden juristischen Personen ausüben:

1° das Wallonische Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung (Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, Iweps);

2° die Wallonische Exportagentur ("Agence wallonne à l'Exportation", Awex);

3° die Agentur für Unternehmen und Innovation ("Agence pour l'Entreprise et l'Innovation", AUI);

4° das "Office Economique Wallon du Bois";

5° die "Agence du Numérique" (AdN);

6° die "S.A. Wallimage";

7° die "S.A. Wallimage Entreprises";

8° die "S.A. Wallimage Coproductions";

9° der "Fonds d'investissement dans les entreprises culturelles "St'art"";

10° der autonome Hafen Centre-Ouest (PACO);

11° der autonome Hafen Charleroi (PAC);

12° der autonome Hafen Namur (PAN)

13° der autonome Hafen Lüttich (PAL)

14° die "Société de développement de Liège Guillemins" (SDLG) ;

15° die Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen ("Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures", SOFICO);

16° die öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement", Spaque) und ihre Tochtergesellschaften;

17° die Gesellschaft zur Erneuerung und Sanierung der Industriestandorte ("Société de Rénovation et d'Assainissement des sites industriels", Sorasi)

18° die Gesellschaft zur Sanierung und Erneuerung der Industriestandorte im Westen von Wallonisch Brabant ("Société d'Assainissement et de Rénovation des sites industriels dans l'ouest du Brabant wallon", Sarsi);

19° die Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft Wallonische ("Société régionale wallonne du Transport public de Personnes", SRWT);

20° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Wallonisch Brabant;

21° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Charleroi;

22° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Hennegau;

23° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Lüttich-Verviers;

24° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Namur-Luxembourg;

25° die Wallonische Flughafengesellschaft ("Société wallonne des Aéroports", SOWAER);

26° die Gesellschaft "Brussels South Charleroi Airport" (BSCA);

27° die Gesellschaft "BSCA Security";

28° die Flughafengesellschaft Bierset (Liege Airport);

- 29° die Gesellschaft "Liege Airport Security";
- 30° die Wallonische Wassergesellschaft ("Société wallonne des Eaux", SWDE);
- 31° die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de Gestion de l'Eau", SPGE);
- 32° der Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", FLW);
- 33° die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft ("Société wallonne du Logement", SWL);
- 34° die Wallonische Sozialkreditgesellschaft ("Société wallonne de Crédit social", SWCS);
- 35° das Wallonische Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung ("Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", Forem);
- 36° das Generalkommissariat für Tourismus;
- 37° die S.A. IMMOWAL;
- 38° das Institut für das wallonische Erbe ("Institut du Patrimoine wallon") (IPW);
- 39° die Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Le Circuit de Spa-Francorchamps";
- 40° der "Parc d'Aventures Scientifiques" (PASS);
- 41° das Wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public") (ISSeP);
- 42° das Wallonische Zentrum für agronomische Forschung ("Centre wallon de Recherches agronomiques") (CRAW);
- 43° die Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft ("Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité") (APAQ-W);
- 44° die Wallonische Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'Energie") (CWaPE);
- 45° das regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden ("Centre régional d'aide aux communes") (CRAC);
- 46° die Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'Investissement en Wallonie", SRIW)
- 47° die Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft ("Société de Gestion et de Participations de la Région", SOGEPa);
- 48° die Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe ("Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises", SOWALFIN)
- 49° Sambrinvest;
- 50° Meusinvest;
- 51° Investsud;
- 52° Nivelinvest;
- 53° Invest Borinage Centre;
- 54° Hoccinvest;
- 55° Ostbelgieninvest;
- 56° Namurinvest;
- 57° Luxembourg développement. ».

2° § 2 wird wie folgt abgeändert:

a) die Wörter ", mit Ausnahme des Artikels 15bis, § 3, 2° " werden zwischen die Wörter "Die Artikel 1 bis 16 einschließlich, 18, 18bis und 19" und die Wörter "des vorliegenden Dekrets" eingefügt;

b) die Wörter "und jeden Geschäftsführer" werden zwischen die Wörter "jeden öffentlichen Verwalter" und die Wörter ", der seine Funktionen in einer spezialisierten Gesellschaft" eingefügt;

c) die Wörter "oder in einer spezialisierten Tochtergesellschaft" werden aufgehoben;

3° § 3 wird wie folgt abgeändert:

a) die Wörter ", mit Ausnahme des Artikels 15bis, § 3, 2° " werden zwischen die Wörter "Die Artikel 1 bis 16 einschließlich, 18, 18bis und 19" und die Wörter "des vorliegenden Dekrets Anwendung auf jeden öffentlichen Verwalter" eingefügt;

b) die Wörter "und jeden Geschäftsführer" werden zwischen die Wörter "jeden öffentlichen Verwalter" und die Wörter ", der seine Funktionen in jeder juristischen Person ausübt, welche per Dekret oder per Erlass nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingerichtet wurde," eingefügt

4° § 4 wird mit den Wörtern "mit Ausnahme des Artikels 18ter" ergänzt;

5° er wird durch einen Paragraphen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 6. Der Geschäftsführer erfüllt seine Aufgabe der täglichen Geschäftsführung entweder in der Eigenschaft als Mandatsträger im Sinne des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes oder im Rahmen eines Arbeitsverhältnisses mit dem Status eines Lohnempfängers, oder als Selbstständiger.

Der Geschäftsführer darf keine juristische Person sein."

6° ein Paragraph 7 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 7. Die Artikel 1 bis 16 einschließlich, 18, 18bis und 19 des vorliegenden Dekrets finden Anwendung auf jeden öffentlichen Verwalter und jeden Geschäftsführer, der seine Funktionen in den Tochtergesellschaften der in § 1 genannten Einrichtungen ausübt, mit Ausnahme der auf den Märkten tätigen Tochtergesellschaften mit industriellem, gewerblichem Charakter oder als Investitionsgesellschaften tätigen Tochtergesellschaften, die von der Einrichtung oder einer deren Tochtergesellschaft gehalten sind."

Art. 3 - In Artikel 4 § 2 desselben Dekrets werden die Wörter "öffentlichen Geschäftsführers" bzw. "öffentlichen Geschäftsführer" jeweils durch das Wort "Geschäftsführers" bzw. "Geschäftsführer" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 15 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 7. April 2011, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 15. § 1. Der Vorsitzende des Verwaltungsorgans übermittelt der Regierung jährlich den Tätigkeitsbericht der Einrichtung oder mangels dessen, den Verwaltungsbericht, der einen Vergütungsbericht beinhaltet, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird, und der die in den § 2 und 3 vorgesehenen anonymisierten und individuellen Informationen enthält.

Dieser Vergütungsbericht zielt darauf ab, die Transparenz im Hinblick auf die Anwendung der Regeln des Rahmens der in Artikel 15*bis* vorgesehenen Vergütungen zu sichern und deren parlamentarische Kontrolle zu erlauben.

§ 2. Der in § 1 erwähnte Vergütungsbericht enthält für die öffentlichen Verwalter die folgenden Informationen:

1° das Datum der Benennung und die Dauer des Mandats;

2° der Betrag der jährlichen Bruttovergütungen, -entschädigungen, -vorteile und Anwesenheitsgelder, die aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwalter, Vorsitzender, stellvertretender Vorsitzender oder Mitglied eines Ausschusses oder eines durch den Verwaltungsrat der Einrichtung eingerichteten Organs direkt oder indirekt gewährt werden, sowie die Informationen über die Mandate und damit verbundenen Vergütungen, die diese öffentlichen Verwalter in den juristischen Personen, in denen die Einrichtung Anteile hält oder zu deren Funktionen sie beiträgt, erhalten haben und in denen die öffentlichen Verwalter auf ihren Vorschlag benannt worden sind.

3° die jährliche Anzahl Versammlungen der Führungsorgane und die Teilnahme der öffentlichen Verwalter an diesen Versammlungen."

§ 3. Der in § 1 erwähnte Vergütungsbericht enthält für die Geschäftsführer die folgenden Informationen:

1° *a)* der Vertragstyp, das Datum der Unterzeichnung des Vertrags, das Datum des Amtsantritts sowie ggf. das Datum des Mandats- oder Amtesendes;

b) das Datum des Benennungserlasses, der gemäß den von dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Bestimmungen verabschiedet wurde;

2° der Betrag der jährlichen Bruttovergütung, mit folgenden Bestandteilen:

a) die jährliche Grundvergütung;

b) ggf. die jährliche variable zusätzliche Vergütung, die mit messbaren Zielen verbunden ist, und deren Zahlungsmodalitäten;

c) ggf. der von der Einrichtung im Rahmen eines zusätzlichen Pensionsplanes gezahlte Betrag;

d) aller anderen bezogenen Bestandteile der Vergütung, mit Ausnahme derjenigen, die in Artikel 2, Ziffer 10°, Buchstaben *a)*, *b)* und *c)* erwähnt sind;

3° die vollständigen Informationen bezüglich der Mandate und mit ihnen verbundenen Vergütungen, die diese Geschäftsführer in den juristischen Personen, in denen die Einrichtung Anteile hält oder zu deren Funktionen sie beiträgt, erhalten haben und in denen die Geschäftsführer auf ihren Vorschlag benannt worden sind;

4° die Modalitäten über die Abgangsentschädigungen.

Bei einem Ausscheiden wird der Betrag der ggf. bezogenen Abgangsentschädigungen ebenfalls in dem in § 1 erwähnten Vergütungsbericht angegeben.

§ 4. Der Tätigkeitsbericht der Einrichtung, oder mangels dessen, der Verwaltungsbericht, beschreibt ebenfalls die Durchführung der Maßnahmen zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau und zur Verteilung der besetzten Mandate nach Geschlecht.

§ 5. Die Regierung übermittelt jährlich dem Wallonischen Parlament gemäß den von ihr verabschiedeten Bestimmungen die in dem in § 1 erwähnten Vergütungsbericht enthaltenen Informationen.

Der Tätigkeitsbericht der Einrichtung, oder mangels dessen, der Verwaltungsbericht, ist auf einfachen Antrag zugänglich. Der Antrag kann in den in Artikel 6 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung genannten Fällen verweigert werden.

§ 6. Jede Einrichtung teilt jährlich dem Aufsichtsminister den Vergütungsbericht mit den individualisierten und nicht anonymisierten Beträgen der Vergütung jedes öffentlichen Verwalters und jedes Geschäftsführers mit. Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften legt das Verwaltungsorgan bei jeder Generalversammlung einen Bericht über die Umsetzung der Ziele vor, die es sich für das betreffende Geschäftsjahr gesetzt hatte.

Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften sorgt der Verwaltungsrat dafür, dass den Generalversammlungen alle geeigneten Erklärungen über die auf der Tagesordnung stehenden Punkte gegeben werden."

Art. 5 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel III*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 7. April 2011, durch Folgendes ersetzt:

"Vergütung des öffentlichen Verwalters und des Geschäftsführers".

Art. 6 - Artikel 15*bis* desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 7. April 2011, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 15*bis* – § 1. Bei der Benennung der öffentlichen Verwalter bestimmt die Regierung auf Vorschlag des Aufsichtsministers die Formen, Beträge und Gewährungsmodalitäten ihrer Vergütung. Bei dieser Bestimmung wird dem Tätigkeitsbereich jeder Einrichtung Rechnung getragen.

In Abweichung von Absatz 1 bestimmt für die dem Gesetzbuch über die Gesellschaften unterliegenden Einrichtungen das Verwaltungsorgan bei der Benennung der öffentlichen Verwalter in Absprache mit den Aktionären und auf Vorschlag des Vergütungsausschusses die Formen, Beträge und Gewährungsmodalitäten ihrer Vergütung. Bei dieser Bestimmung wird dem Tätigkeitsbereich jeder Einrichtung Rechnung getragen.

Die Vergütung des öffentlichen Verwalters wird ihm nicht ganz gezahlt, wenn er im Laufe eines selben Geschäftsjahres mehr als 20% der Versammlungen des Verwaltungsorgans ohne treffende Begründung nicht beigewohnt hat.

§ 2. Bei der Festlegung der Vergütung eines öffentlichen Verwalters berücksichtigt die Regierung oder das Verwaltungsorgan die Tatsache, dass dieser öffentliche Verwalter zudem Vorsitzender oder stellvertretender Vorsitzender des Verwaltungsrats, oder Vorsitzender oder Mitglied eines von dem Verwaltungsrat der Einrichtung geschaffenen Ausschusses oder Organs ist.

§ 3. Der Höchstbetrag der Vergütung beläuft sich auf:

1° 245.000,00 Euro für die in Artikel 3 § 1, Ziffer 1° bis 45° genannten Einrichtungen, einschließlich deren in Artikel 3 § 7 erwähnten Tochtergesellschaften, und die in den §§ 2 und 3 genannten Einrichtungen.

Ab dem 1. Januar 2014 wird der Höchstbetrag der Vergütung von 245.000,00 Euro am 1. Januar eines jeden Jahres gemäß der folgenden Formel indiziert:

Der Höchstbetrag der Vergütung entspricht 245.000,00 Euro, multipliziert mit dem Index der Verbraucherpreise vom Dezember (Basis 2004) und geteilt durch 121,66 (Index der Verbraucherpreise vom Dezember 2012, Basis 2004);

2° 302.250,00 Euro für die in Artikel 3 § 1, 46° bis 57° genannten Einrichtungen, einschließlich deren in Artikel 3 § 7 erwähnten Tochtergesellschaften. Ab dem 1. Januar 2014 wird der Höchstbetrag der Vergütung von 302.250,00 Euro am 1. Januar eines jeden Jahres gemäß der folgenden Formel indiziert:

Der Höchstbetrag der Vergütung entspricht 302.250,00 Euro, multipliziert mit dem Index der Verbraucherpreise vom Dezember (Basis 2004) und geteilt durch 121,66 (Index der Verbraucherpreise vom Dezember 2012, Basis 2004);

Bei Teilzeitausübung des Amtes als Geschäftsführer werden die in § 3 Ziffer 1° und 2° im Verhältnis zur vereinbarten Arbeitszeit gerechnet.

§ 4. Die folgenden Vergütungselemente der Geschäftsführer werden wie folgt begrenzt:

1° Gestattet werden nur die zusätzlichen Pensionspläne mit festem Beitrag, die sich auf die Zahlung eines festen Arbeitgeberanteils beziehen, der sich als Prozentsatz der Vergütung in einem Zeitraum, in dem der Geschäftsführer tatsächlich in dieser Eigenschaft von der Einrichtung beschäftigt wird, ausgedrückt. Dieser jährliche Bruttogesamtbeitrag wird bei der Berechnung der Vergütungshöchstbeträge im Sinne von § 3 Ziffer 1° und 2° berücksichtigt.

2° die eventuelle variable Vergütung wird auf zwanzig Prozent der jährlichen Brutto-Gesamtvergütung begrenzt. Dieser jährliche Bruttogesamtbeitrag der variablen Vergütung wird bei der Berechnung der Vergütungshöchstbeträge im Sinne von § 3 Ziffer 1° und 2° berücksichtigt.

Diese variable Vergütung wird unter Berücksichtigung von messbaren Zielen finanzieller oder sonstiger Art bestimmt, die mindestens sechs Monate im Voraus festgelegt werden.

§ 5. Die Einrichtung darf dem Geschäftsführer Folgendes nicht gewähren:

1° eine Vergütung in der Form einer Aktie, Aktienoption oder jegliches Produkt ähnlicher Art;

2° bei freiwilligem oder zugestimmtem Ausscheiden des Geschäftsführers, eine Abschiedsprämie, ungeachtet deren Namen oder Art, einschließlich der Zuwendungen, und dies unbeschadet der eventuellen, aufgrund einer Konkurrenzklausel geschuldeten Entschädigungen;

3° bei einem Ausscheiden infolge der einseitigen Auflösung des Arbeitsverhältnisses durch die Einrichtung oder bei Nichterneuerung der öffentlichen Geschäftsführungsaufgabe nach Ablauf der vereinbarten Periode, jede andere Abgangsentuschädigung als diejenige, die durch die auf die Arbeitsverhältnisse anwendbare Regelung vorgesehen ist.

§ 6. Die von einem Geschäftsführer bezogene Vergütung als Gegenleistung seiner Ausübung eines abgeleiteten Mandats steht der Einrichtung, aus der die Person, die das abgeleitete Mandat ausübt, stammt, von Rechts wegen zu.

§ 7. Bei der Festlegung der Vergütung eines Geschäftsführers berücksichtigt die Einrichtung folgende Elemente:

1° sein Maß an Verantwortung;

2° sein Dienstalter;

3° seine Erfahrung;

4° sein Tätigkeitsbereich.

§ 8. Eine Konkurrenzklausel kann in dem Vertrag des Geschäftsführers vorgesehen werden.

Wenn der Geschäftsführer sein Amt im Rahmen eines Arbeitsvertrags ausübt, kann eine Konkurrenzklausel vor dem Ende des Vertragsverhältnisses oder zum Zeitpunkt dessen Auflösung unter Einhaltung der durch das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge festgelegten Bedingungen eingefügt werden, insbesondere was die Tätigkeit der betroffenen Einrichtung betrifft.

Eine Vereinbarung über ein Wettbewerbsverbot kann nach dem Ende des Vertragsverhältnisses bezüglich der Tätigkeit der betroffenen Einrichtung abgeschlossen werden.

Auf jeden Fall wird die Konkurrenzklausel für einen Zeitraum von höchstens sechs Monaten vorgesehen. Die derart bezogene Entschädigung ist nicht höher als die Grundvergütung für die Hälfte des vorgesehenen Zeitraums des Wettbewerbsverbots.

§ 9. Der Geschäftsführer, der als Ergänzung seines Amtes als Geschäftsführer eine andere berufliche Tätigkeit ausüben möchte, beantragt die Zustimmung des Verwaltungsorgans, innerhalb dessen er sein Amt ausübt.

Das Verwaltungsorgan befindet über diesen Antrag unter Berücksichtigung der Auswirkung, die diese andere Tätigkeit auf das Amt als Geschäftsführer innerhalb der Einrichtung haben könnte, und bestimmt die Durchführungsmodalitäten, insbesondere was die Auswirkung auf den Höchstbetrag der Vergütung betrifft.

In Abweichung von Absatz 1 wird die Zustimmung des Verwaltungsorgans nicht beantragt, wenn es sich um eine berufliche Tätigkeit oder um ein Mandat als Verwalter auf Beschluss der Regierung handelt.

§ 10. Das Verwaltungsorgan einer in Artikel 3 erwähnten Einrichtung bildet aus seiner Mitte ein Vergütungsausschuss.

Die Aufgabe des Vergütungsausschusses besteht darin, über die Vergütungspolitik und -praxis innerhalb der Einrichtung Stellung zu nehmen und Empfehlungen zu äußern über die individuelle Vergütung und die Vorteile jeglicher Art, die den Geschäftsführern erteilt werden.

Der Vergütungsausschuss besteht überwiegend aus nicht an der Geschäftsführung beteiligten Verwaltern und hat eine pluralistische Zusammensetzung.

Die an der Geschäftsführung beteiligten Verwalter dürfen an den Empfehlungen über die individuelle Vergütung und die Vorteile jeglicher Art, die den Geschäftsführern gewährt werden, nicht teilnehmen.

Der Vergütungsausschuss tagt mindestens zweimal im Jahr und jedes Mal, wenn er es für die Erfüllung seiner Aufgaben für notwendig hält.

Der Vergütungsausschuss erstattet regelmäßig dem Verwaltungsorgan Bericht über die Ausübung seiner Aufgaben.

Als Ausnahme unterliegt die Einrichtung öffentlichen Interesses, deren Personal dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes oder einer ähnlichen Regelung unterworfen ist, dieser Bestimmung nicht.

§ 11. Das Verwaltungsorgan jeder Einrichtung und jeder Ausschuss, der von ihm geschaffen wird, versehen sich mit einer Grundordnung.

In dieser in Absatz 1 genannten Ordnung wird wenigstens vorgesehen, in welchem Maße und unter welchen Bedingungen eine Ausgabe, die von einem der Mitglieder des Verwaltungsorgans bei der Ausübung seines Amtes eingegangen wird, von der öffentlichen Einrichtung zurück erstattet werden kann, sowie die Tatsache, dass ein jedes seiner Mitglieder einen jährlichen Bericht zu erstellen hat, in dem es die Ausgaben verzeichnet, die es bei der Ausübung seines Amtes eingegangen ist."

Art. 7 - In Kapitel III*bis* desselben Dekrets wird ein Artikel 15*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 15*ter*- Die in den §§ 3 bis 6 und in den §§ 8 und 9 von Artikel 15*bis* vorgesehenen Bestimmungen finden ausschließlich Anwendung auf die Benennungserlasse und auf die Verträge, die nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung erfolgen.

Der Geschäftsführer, für dessen Aufgabe der täglichen Geschäftsführung eine spezifische Vergütung gewährt wird, unterliegt ebenfalls die in den §§ 1 bis 6 und in den §§ 8 und 9 von Artikel 15*bis* vorgesehenen Bestimmungen, wenn die Erneuerung der Aufgabe der täglichen Verwaltung nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung erfolgt.

Die in den §§ 1 bis 6 und in den §§ 8 und 9 von Artikel 15*bis* vorgesehenen Bestimmungen finden Anwendung auf jede neue Modalität über die Vergütung eines Geschäftsführers, die nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung festgelegt wird."

KAPITEL II — *Abänderungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses*

Art. 8 - In Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses wird ein Ziffer 7° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"7° "individuelle und anonymisierte Informationen": in dem Vergütungsbericht über eine betroffene Person befindliche Daten, wobei Name und Vorname der Person der wallonischen Regierung und dem wallonischen Parlament nicht übermittelt werden."

Art. 9 - In Artikel 3 desselben Dekrets, eingefügt durch die Dekrete vom 23. Februar 2006 und vom 7. April 2011 wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf die folgenden Einrichtungen:

- 1° die Wallonische Exportagentur ("Agence wallonne à l'Exportation", Awex);
- 2° die Agentur für Unternehmen und Innovation ("Agence pour l'entreprise et l'innovation", AUI);
- 3° das "Office économique du bois";
- 4° die "Agence du Numérique" (AdN)
- 5° die "S.A. Wallimage";
- 6° die "S.A. Wallimage Coproductions";
- 7° der autonome Hafen Centre-Ouest (PACO);
- 8° der autonome Hafen Charleroi (PAC);
- 9° der autonome Hafen Namur (PAN)
- 10° der autonome Hafen Lüttich (PAL)
- 11° die "Société de développement de Liège Guillemins" (SDLG) ;

12° die Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen ("Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures", SOFICO);

13° die öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("Société publique d'aide à la qualité de l'environnement", Spaque);

14° die Gesellschaft zur Erneuerung und Sanierung der Industriestandorte ("Société de rénovation et d'assainissement des sites industriels", Sorasi)

15° die Gesellschaft zur Sanierung und Erneuerung der Industriestandorte von Wallonisch Brabant ("Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels du Brabant wallon", Sarsi);

16° die Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft ("Société régionale wallonne du Transport public de personnes", SRWT);

17° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Wallonisch Brabant;

18° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Charleroi;

19° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Hennegau;

20° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Lüttich-Verviers;

21° die öffentliche Verkehrsgesellschaft von Namur-Luxembourg;

22° die Wallonische Flughafengesellschaft ("Société wallonne des aéroports", SOWAER);

23° die Wallonische Wassergesellschaft ("Société wallonne des Eaux", SWDE);

24° die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société Publique de Gestion de l'Eau", SPGE);

25° der Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", FLW);

26° die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft ("Société wallonne du Logement", SWL);

27° die Wallonische Sozialkreditgesellschaft ("Société wallonne de Crédit social", SWCS);

28° das Wallonische Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung ("Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", Forem);

29° die "S.A. IMMOWAL";

30° die Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Le Circuit de Spa-Francorchamps";

31° die Wallonische Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'Energie", CWaPE);

32° die Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft ("Société de Gestion et de Participations de la Région", SOGÉPA);

33° die Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe ("Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises", SOWALFIN);

34° die SOWAFINAL;

35° die SOFIPOLE;

36° die GELIGAR;

37° die FIWAPAC;

38° die SOWECSOM;

39° die SOFRIWAL;

40° die SOWASPACE;

41° die Investitionskasse der Wallonie ("Caisse d'investissement de Wallonie", CIW)."

Art. 10 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel III/1 mit der Überschrift "Vergütungsbericht" eingefügt.

Art. 11 - In das durch Artikel 10 eingefügte Kapitel III/1 wird ein Artikel 19/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 19/1 - § 1. Der Vorsitzende des Verwaltungsorgans übermittelt der Regierung jährlich den Tätigkeitsbericht der Einrichtung oder mangels dessen den Verwaltungsbericht, der einen Vergütungsbericht beinhaltet, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird, und der die in § 2 vorgesehenen anonymisierten und individuellen Informationen enthält.

Dieser Vergütungsbericht zielt darauf ab, die Transparenz im Hinblick auf die Anwendung der Regeln des Rahmens der in Artikel 19 vorgesehenen Vergütungen zu sichern und deren parlamentarische Kontrolle zu erlauben.

§ 2. Der in § 1 erwähnte Vergütungsbericht enthält für die Kommissare die folgenden Informationen:

1° Datum der Benennung und Dauer des Mandats;

2° der Betrag der jährlichen Bruttovergütungen, -entschädigungen, -vorteile und Anwesenheitsgelder, die aufgrund ihrer Eigenschaft als Kommissar direkt oder indirekt gewährt werden;

3° die jährliche Anzahl Versammlungen der Führungsorgane und die Teilnahme der Kommissare der Regierung an diesen Versammlungen.

§ 3. Die Regierung übermittelt jährlich dem Wallonischen Parlament gemäß den von ihr verabschiedeten Bestimmungen die in dem in § 1 erwähnten Vergütungsbericht enthaltenen Informationen.

Der Tätigkeitsbericht der Einrichtung, oder mangels dessen der Verwaltungsbericht, ist auf einfachen Antrag zugänglich. Der Antrag kann in den in Artikel 6 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung genannten Fällen verweigert werden.

§ 4. Jede Einrichtung teilt jährlich dem Aufsichtsminister den Vergütungsbericht mit den individualisierten und nicht anonymisierten Beträgen der Vergütung jedes einen Kommissars mit."

Art. 12 - Artikel 19*bis* desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 7. April 2011, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 19*bis* - Bei der Benennung der Kommissare bestimmt die Regierung auf Vorschlag des Aufsichtsministers die Formen, Beträge und Gewährungsmodalitäten ihrer Vergütung.

Bei dieser Bestimmung wird dem Tätigkeitsbereich jeder Einrichtung Rechnung getragen.

Die Vergütung des Kommissars wird ihm nicht ganz gezahlt, wenn er im Laufe eines selben Geschäftsjahres mehr als 20% der Versammlungen des Verwaltungsorgans ohne treffende Begründung nicht beigewohnt hat.”.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 24. November 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—————
Note

(1) *Sitzungsperiode 2015-2016*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 584 (2015-2016) Nrn. 1 bis 11
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 23. November 2016
Diskussion.
Abstimmung.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2016/27324]

24 NOVEMBER 2016. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder*

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, gewijzigd bij het decreet van 7 april 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1°, *a)* en *b)*, wordt het woord “overheidsinstelling” vervangen door het woord “instelling”;

b) punt 2° wordt vervangen als volgt:

“2° “beheerder”: elke persoon die met het dagelijks bestuur belast is of optreedt in het orgaan belast met het dagelijks bestuur van de instelling;”;

c) in punt 4° worden de woorden “en de beheerders” ingevoegd tussen de woorden “overheidsbestuurders” en de woorden “bedoeld in artikel 3 hun ambt uitoefenen”;

d) dat punt wordt aangevuld met de punten 10°, 11° en 12°, luidend als volgt:

“10° “bezoldiging”: het bruto jaarlijks bedrag dat de som is van alle bedragen in gelden en van de voordelen die in geld te schatten zijn waarvoor de overheidsbestuurder of de beheerder in aanmerking komt, hetzij als mandataris in de zin van de Waalse Ambtenarencode, hetzij in het kader van een arbeidsverhouding onder het statuut van loontrekkende, hetzij als zelfstandige.

Het betreft het bedrag vóór aftrek van de persoonlijke sociale bijdragen die verschuldigd zijn ter uitvoering van de sociale wetgeving betreffende de loonarbeiders of een wettelijk of reglementair statuut dat de betrokkenen uit het toepassingsveld van de sociale wetgeving uitsluit.

Afwijkingshalve worden uitgesloten uit het begrip bezoldiging, voor zover zij bepaald worden met inachtneming van de toepasselijke fiscale bepalingen:

a) de bedragen ontvangen als terugbetaling van de kosten gemaakt voor rekening van de instelling;

b) de voordelen van alle aard die voortvloeien uit het privé gebruik van werkingsmiddelen, zoals de mobiele telefoon en de draagbare computer, met inbegrip van de eventuele wagen die ter beschikking wordt gesteld

Deze werkingsmiddelen worden door de begunstigde terugbezorgd na afloop van het mandaat of van de contractuele arbeidsverhouding;

c) de verzekeringspremies burgerlijke aansprakelijkheid, rechterlijke bescherming en degenen die een dekking bieden van de gemaakte kosten wegens de gezondheidstoestand van de overheidsbestuurder of de beheerder ten laste genomen door de werkgever;

11° "maximum bezoldiging": het jaarlijks bruto maximumbedrag van de bezoldiging ontvangen door de beheerder;

12° "individuele en geanonimiseerde informatie": gegevens die voorkomen in het bezoldigingsverslag betreffende een betrokken persoon waarvan de voornaam en naam niet aan de Regering en het Waals Parlement worden overgemaakt."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. De artikelen 1 tot en met 16, 18, 18bis en 19 zijn van toepassing op de overheidsbestuurders en de beheerders die hun ambt uitoefenen bij volgende rechtspersonen:

1° het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Iweps) (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstwetenschap en Statistiek);

2° het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waals Exportagentschap);

3° het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (AEI) (Agentschap Ondernemen en Innoveren);

4° het "Office Economique du bois";

5° het "Agence du Numérique" (AdN);

6° de naamloze vennootschap "Wallimage";

7° de naamloze vennootschap "Wallimage Entreprises";

8° de naamloze vennootschap "Wallimage Coproductions";

9° het "Fonds d'investissement dans les entreprises culturelles" (het Investeringsfonds in de cultuurondernemingen) "St'art";

10° de Autonome haven van regio "Centre" en regio "West" (PACO).

11° de Autonome haven van Charleroi (PAC);

12° de Autonome haven van Namen" (PAN);

13° de Autonome haven van Luik (PAL);

14° de "Société de développement de Liège Guillemins" (SDLG) ;

15° de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (SOFICO) (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren)

16° de "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu) (Spaqué) en haar dochterondernemingen;

17° de "Société de rénovation et d'assainissement des sites industriels" (SORASI) (Vennootschap voor de Sanering en de Vernieuwing van Bedrijfsruimten);

18° de "de "Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites industriels dans l'ouest du Brabant wallon" (Sarsi) (Vennootschap voor de Sanering en de Vernieuwing van Bedrijfsruimten in het Westen van Waals Brabant);

19° de "Société régionale wallonne du Transport public de Personnes" (SRWT) (Gewestelijke Waalse Vervoermaatschappij) ;

20° de Openbare Vervoersmaatschappij Waals-Brabant;

21° de Openbare Vervoersmaatschappij Charleroi;

22° de Openbare Vervoersmaatschappij Henegouwen;

23° de Openbare Vervoersmaatschappij Luik-Verviers;

24° de Openbare Vervoersmaatschappij Namen-Luxemburg;

25° de "Société wallonne des Aéroports" (SOWAER) (Waalse Maatschappij voor Luchthavens);

26° de Maatschappij "Brussels South Charleroi Airport" (BSCA);

27° de maatschappij "BSCA Security";

28° de "Société aéroportuaire de Bierset." (Liege Airport) (luchthavenmaatschappij Bierset);

29° de maatschappij " Liege Airport Security";

30° de "Société wallonne des Eaux" (Waalse Watermaatschappij);

31° de "Société publique de Gestion de l'Eau" (SPGE) (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer);

32° het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (FLW) (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

33° de "Société wallonne du Logement" (SWL) (Waalse huisvestingsmaatschappij);

34° de "Société wallonne du Crédit social" (SWCS) (Waalse maatschappij voor sociaal krediet);

35° de “Office wallon de la Formation professionnelle et de l’Emploi” (Forem) (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

36° het “Commissariat Général au Tourisme” (Commissariaat-Generaal voor Toerisme);

37° de naamloze vennootschap “IMMOWAL”;

38° het “Institut du Patrimoine wallon” (IPW) (Instituut van het Waals patrimonium);

39° de publiekrechtelijke naamloze vennootschap “Le Circuit de Spa-Francorchamps”;

40° het “Parc d’aventures scientifique” (PASS);

41° het “Institut scientifique de service public” (ISSeP) (Openbaar Wetenschappelijk Instituut);

42° het “Centre wallon de Recherches agronomiques” (CRAW) (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek);

43° het “Agence wallonne pour la Promotion d’une Agriculture de Qualité en Wallonie” (Apaq-W) (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw in Wallonië);

44° de “Commission wallonne pour l’Energie” (CwaPE) (Waalse energiecommissie);

45° het “Centre régional d’aide aux communes” (CRAC) (Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten);

46° de “Société régionale d’investissement en Wallonie” (SRIW) (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië) en haar dochterondernemingen met inbegrip van haar gespecialiseerde dochterondernemingen;

47° de “Société régionale d’investissement de Wallonie” (SOGIPA) (Waalse beheers- en participatiemaatschappij);

48° de “Société wallonne de Financement et de Garantie des PME” (Waalse maatschappij voor de financiering en vrijwaring van kmo’s) en haar dochterondernemingen;

49° Sambrinvest en haar dochterondernemingen;

50° Meusinvest en haar dochterondernemingen;

51° Investsud en haar dochterondernemingen;

52° Nivelinvest en haar dochterondernemingen;

53° Invest Borinage Centre en haar dochterondernemingen;

54° Hoccinvest en haar dochterondernemingen;

55° Ostbelgieninvest en haar dochterondernemingen;

56° Namurinvest en haar dochterondernemingen;

57° Luxembourg développement.”;

2° in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “met uitzondering van artikel 15bis, § 3, 2°,” worden ingevoegd tussen de woorden “De artikelen 1 tot en met 16, 18, 18bis en 19” en de woorden “van dit decreet zijn van toepassing op elke overheidsbestuurder”;

b) de woorden “en op elke beheerder” worden ingevoegd tussen de woorden “op elke overheidsbestuurder” en de woorden “die zijn ambt uitoefent in een gespecialiseerde maatschappij”;

c) de woorden “of een gespecialiseerde dochtermaatschappij” worden opgeheven;”

3° in paragraaf 3 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “met uitzondering van artikel 15bis, § 3, 2°,” worden ingevoegd tussen de woorden “De artikelen 1 tot en met 16, 18, 18bis en 19” en de woorden “van dit decreet zijn van toepassing op elke overheidsbestuurder”;

b) de woorden “en op elke beheerder” worden ingevoegd tussen de woorden “op elke overheidsbestuurder” en de woorden “die zijn ambt uitoefent bij elke rechtspersoon die is opgericht bij een decreet of een besluit na inwerkingtreding van dit decreet, behalve andersluidende bepaling”;

4° paragraaf 4 wordt aangevuld als volgt “, met uitzondering van artikel 18ter”;

5° het artikel wordt aangevuld met paragraaf 6, luidend als volgt:

“§ 6. De beheerder vervult zijn opdracht van dagelijks beheer hetzij als mandataris in de zin van de Waalse Ambtenarencode, hetzij in het kader van een arbeidsverhouding onder het statuut van loontrekkende, hetzij als zelfstandige.

De beheerder mag geen rechtspersoon zijn.”;

6° er wordt een paragraaf 7 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 7. De artikelen 1 tot en met 16, 18, 18bis en 19 van dit decreet zijn van toepassing op elke overheidsbestuurder en elke beheerder die zijn ambt uitoefent in de dochterondernemingen van de instellingen bedoeld in paragraaf 1, uitgezonderd de op de markten actieve dochterondernemingen met een industrieel, commercieel of investeringskarakter die in handen zijn van de instelling of een dochteronderneming ervan.”.

Art. 3. In artikel 4, § 2, van hetzelfde decreet wordt het woord “overheidsbestuurder” vervangen door het woord “beheerder”.

Art. 4. Artikel 15 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 7 april 2011, wordt vervangen als volgt:

“Art. 15. § 1. De voorzitter van het beheersorgaan maakt de Regering jaarlijks het activiteitenverslag van de instelling over of, bij ontstentenis, het beheersverslag, waarin een bezoldigingsverslag vervat is waarvan het model door de Regering wordt bepaald en waarin de individuele en geanonimiseerde informatie bedoeld in de paragrafen 2 en 3 vervat is.

Dit bezoldigingsverslag beoogt de transparantie wat betreft de toepassing van de regels betreffende de omkadering van de bezoldiging bedoeld in artikel 15bis en de parlementaire controle ervan.

§ 2. Het bezoldigingsverslag bedoeld in paragraaf 1 bevat, voor de overheidsbestuurders, de volgende informatie:

1° de datum van de aanwijzing en de duur van het mandaat;

2° het bedrag van de jaarlijkse bruto bezoldigingen, vergoedingen, voordelen en aanwezigheidsgeld rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend in functie van hun hoedanigheid van bestuurder, voorzitter of ondervoorzitter of lid van een comité of orgaan opgericht door de Raad van bestuur van de instelling, alsook de informatie over de desbetreffende mandaten en bezoldigingen die die overheidsbestuurders gekregen hebben in de rechtspersonen waarin de instelling participaties bezit of waarin ze medewerkende instantie is en waar de overheidsbestuurders op zijn voordracht werden aangewezen;

3° het jaarlijks aantal vergaderingen van de beheersorganen en de deelname van de overheidsbestuurders aan deze vergaderingen."

§ 3. Het bezoldigingsverslag bedoeld in paragraaf 1 bevat, voor de beheerders, de volgende informatie:

1° a) het type overeenkomst, de datum van de ondertekening van de overeenkomst alsook de datum van zijn indiensttreding, evenals in voorkomend geval de datum van het einde van het mandaat of van het ambt;

b) de datum van het aanwijzingsbesluit opgemaakt overeenkomstig de bepalingen voorzien bij de Waalse Ambtenarencode;

2° het bedrag van de jaarlijkse bruto bezoldiging, onderverdeeld als volgt:

a) de jaarlijkse basisbezoldiging ;

b) in voorkomend geval, de jaarlijkse variabele aanvullende bezoldiging i.v.m. meetbare doelstellingen en zijn betalingsmodaliteiten;

c) in voorkomend geval, het bedrag betaald door de instelling in het kader van een aanvullend pensioenplan;

d) elk ander bestanddeel van de ontvangen bezoldiging, met uitsluiting van degenen bedoeld in artikel 2, 10°, a), b) en c) ;

3° de volledige informatie over de desbetreffende mandaten en bezoldigingen die die beheerders gekregen hebben in de rechtspersonen waarin de instelling participaties bezit of waarin ze medewerkende instantie is en waar de beheerders op zijn voordracht werden aangewezen;

4° de modaliteiten i.v.m. de vertrektoelagen.

In geval van vertrek wordt het bedrag van de vertrektoelagen die eventueel worden ontvangen, ook vermeld in het bezoldigingsverslag bedoeld in paragraaf 1.

§ 4. Het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het beheersverslag maken eveneens gewag van de toepassing van de maatregelen ter bevordering van de evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen en van de verdeling van de beklede mandaten over beide geslachten.

§ 5. De Regering deelt jaarlijks de informatie vervat in het bezoldigingsverslag bedoeld in paragraaf 1 aan het Waals Parlement mee, volgens de nadere regels die zij vastlegt.

Inzage in het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het beheersverslag wordt op eenvoudig verzoek verleend. In de gevallen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 30 maart 1995 over de openbaarheid van bestuur kan het verzoek geweigerd worden.

§ 6. Elke instelling deelt jaarlijks aan de toezichthoudend minister het bezoldigingsverslag mee met de geïndividualiseerde en niet geanonimiseerde bedragen van de bezoldiging van elke overheidsbestuurder en elke beheerder die ze telt. Onverminderd de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen legt het beheersorgaan bij elke algemene vergadering een verslag voor over de doelstellingen die voor het bedoelde werkjaar werden vastgesteld.

Onverminderd de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen ziet de Raad van bestuur erop toe dat de algemene vergaderingen alle gepaste uitleg krijgt over de agendapunten."

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk IIIbis, ingevoegd bij het decreet van 7 april 2011, vervangen als volgt:

"Bezoldiging van de overheidsbestuurder en van de beheerder".

Art. 6. Artikel 15bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 7 april 2011, wordt vervangen als volgt:

"Art. 15bis. § 1. Bij de aanwijzing van de overheidsbestuurders bepaalt de Regering, op de voordracht van de toezichthoudend Minister, de vorm, het bedrag en de nadere regels van hun bezoldiging. Deze bepaling gebeurt door rekening te houden met de activiteitssector van elke instelling.

In afwijking met het eerste lid bepaalt het beheersorgaan, voor de instellingen onderworpen aan het Wetboek van vennootschappen, bij de aanwijzing van de overheidsbestuurders, in overleg met de aandeelhouders en op voorstel van het bezoldigingscomité, de vorm, het bedrag en de nadere regels voor hun bezoldiging. Deze bepaling gebeurt door rekening te houden met de activiteitssector van elke instelling.

De bezoldiging van de overheidsbestuurder wordt niet volledig overgemaakt als hij in de loop van éénzelfde werkjaar zonder rechtsgeldige verantwoording afwezig bleef van meer dan twintig procent van de vergaderingen van het bestuursorgaan.

§ 2. Bij de vaststelling van de bezoldiging van een overheidsbestuurder houdt de Regering of het beheersorgaan rekening met het feit dat die overheidsbestuurder daarenboven voorzitter of ondervoorzitter is van de raad van bestuur of voorzitter of lid van een comité of een orgaan opgericht door de raad van bestuur van de instelling.

§ 3. De maximum bezoldiging van de beheerder is:

1° 245.000,00 euro voor de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, 1° tot 45, met inbegrip van hun dochterondernemingen zoals bedoeld in artikel 3, § 7, en in de paragrafen 2 en 3.

Vanaf 1 januari 2014 wordt de maximum bezoldiging van 245.000,00 euro geïndexeerd op 1 januari van elk jaar door toepassing van de volgende formule:

De maximum bezoldiging is gelijk aan 245.000,00 euro vermenigvuldigd met het indexcijfer van de consumptieprijzen van december (basis 2004) en gedeeld door 121,66 (indexcijfer van de consumptieprijzen december 2012, basis 2004);

2° 302.250,00 euro voor de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, 46 tot 57, met inbegrip van hun dochterondernemingen zoals bedoeld in artikel 3, § 7.

Vanaf 1 januari 2014 wordt de maximum bezoldiging van 302.250,00 euro geïndexeerd op 1 januari van elk jaar door toepassing van de volgende formule:

De maximum bezoldiging is gelijk aan 302.250,00 euro vermenigvuldigd met het indexcijfer van de consumptieprijzen van december (basis 2004) en gedeeld door 121,66 (indexcijfer van de consumptieprijzen december 2012, basis 2004).

In het geval van deeltijdse uitoefening van de functie van beheerder worden de maximum bezoldigingen bedoeld in § 3, 1° en 2°, berekend naar rato van de overeengekomen arbeidsregeling.

§ 4. De volgende beloningselementen van de beheerders worden beperkt als volgt:

1° alleen de aanvullende pensioenplannen met vaste bijdrage, m.b.t. de betaling van een vaste patronale bijdrage uitgedrukt in een percentage van de bezoldiging tijdens een periode waarin de beheerder effectief tewerkgesteld is in deze hoedanigheid door de instelling, zijn toegelaten. Dit jaarlijks totaal bruto bedrag wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de maximum bezoldigingen bedoeld in paragraaf 3, 1° en 2°;

2° de eventuele variabele bezoldiging is beperkt tot twintig procent van de jaarlijks totaal bruto bezoldiging. Dit jaarlijks totaal bruto bedrag van de variabele bezoldiging wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de maximum bezoldigingen bedoeld in paragraaf 3, 1° en 2°.

Deze variabele bezoldiging wordt bepaald in functie van meetbare doelstellingen, financieel of andere, die minstens zes maanden op voorhand worden vastgelegd.

§ 5. De instelling mag het volgende niet toekennen aan de beheerder:

1° een bezoldiging onder de vorm van aandelen, aandelenoptie of elk gelijkaardig product;

2° in het geval van vrijwillig of ingestemd vertrek van de beheerder, een vertrekpremie, ongeacht de naam of de aard ervan, met inbegrip van de giften, en dit, onverminderd de eventuele vergoedingen die verschuldigd zijn krachtens een concurrentiebeding.

3° in het geval van een vertrek ten gevolge van een eenzijdige verbreking vanwege de instelling of in het geval van niet-verlenging van de opdracht van openbaar beheer na afloop van de overeengekomen termijn, elke andere vertrekvergoeding dan die voorzien door de wetgeving van toepassing op de arbeidsverhouding.

§ 6. De bezoldiging geïnd door een beheerder in ruil voor de uitoefening door hem van een afgeleid mandaat komt van rechtswege toe aan de instelling waaronder de persoon die het afgeleide mandaat uitoefent, ressorteert.

§ 7. Bij de vaststelling van de bezoldiging van een beheerder houdt de instelling rekening met volgende elementen:

1° zijn verantwoordelijkheidsniveau ;

2° zijn anciënniteit ;

3° zijn ervaring ;

4° zijn activiteitsdomein.

§ 8. Er kan in het contract van de beheerder een concurrentiebeding worden voorzien.

Als de beheerder zijn functies uitoefent in het kader van een arbeidsovereenkomst kan een concurrentiebeding worden ingevoegd vóór het einde van de contractuele relaties of op het ogenblik van de verbreking met inachtneming van de voorwaarden bepaald door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, o.a. met het oog op de activiteit van de betrokken instelling.

Een overeenkomst van concurrentiebeding kan worden afgesloten na afloop van de contractuele relaties met het oog op de activiteit van de betrokken instelling.

In ieder geval is het concurrentiebeding voor een periode van maximum zes maanden voorzien. De vergoeding ontvangen in dat opzicht is niet hoger dan de basisbezoldiging voor de helft van de voorziene periode van concurrentiebeding.

§ 9. De beheerder die een andere beroepsactiviteit wenst uit te oefenen ter aanvulling van zijn functie van beheerder vraagt het akkoord van het beheersorgaan waarin hij zijn functie uitoefent.

Het beheersorgaan doet uitspraak over dat verzoek rekening houdend met het effect dat deze andere functie kan hebben op de functie van beheerder in de instelling en bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten, o.a. wat betreft het effect op de maximum bezoldiging.

In afwijking van het eerste lid wordt het akkoord van het beheersorgaan niet aangevraagd als het gaat om een beroepsactiviteit of een mandaat van bestuurder, op beslissing van de Regering.

§ 10. Het beheersorgaan van een instelling bedoeld in artikel 3 richt in zijn midden een Bezoldigingscomité op.

Het Bezoldigingscomité heeft als opdracht om een advies uit te brengen over het beleid en de praktijken inzake bezoldiging in de instelling en om aanbevelingen uit te brengen over de individuele bezoldiging en enigerlei voordeel toegekend aan de beheerders.

Het Bezoldigingscomité bestaat in meerderheid uit niet-uitvoerbare bestuurders en op een pluralistische manier. De uitvoerende bestuurders mogen niet deelnemen aan de aanbevelingen over de individuele bezoldiging en allerlei voordelen toegekend aan de beheerders.

Het Bezoldigingscomité vergadert minstens twee keer per jaar en telkens als hij het nodig acht voor de uitvoering van zijn opdrachten.

Het Bezoldigingscomité brengt regelmatig verslag uit aan het beheersorgaan over de uitoefening van zijn opdrachten.

Afwijkingshalve wordt de instelling van openbaar nut waarvan het personeel aan de Waalse Ambtenarencode of aan een gelijkaardige reglementering is onderworpen, niet aan deze bepaling onderworpen.

§ 11. Het beheersorgaan van elke instelling en elk comité dat zij opricht krijgen een organiek reglement.

Het reglement bedoeld in het eerste lid voorziet minstens in welke mate en tegen welke voorwaarden een door één der leden van het beheersorgaan in de uitoefening van diens ambt vastgelegde uitgave terugbetaald kan worden door de instelling, evenals de opmaking door elk der leden van een jaarverslag met vermelding van de uitgaven door die leden vastgelegd in de uitoefening van hun ambt."

Art. 7. In hoofdstuk III*bis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 15*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 15*ter*. De bepalingen bedoeld in de paragrafen 1 tot 6 en in de paragrafen 8 en 9 van artikel 15*bis*, zijn uitsluitend van toepassing op de aanwijzingsbesluiten en op de overeenkomsten gesloten na de inwerkingtreding van deze bepaling.

De beheerder waarvan de opdracht van dagelijks beheer verbonden is aan een specifieke bezoldiging is ook onderworpen aan de bepalingen bedoeld in de paragrafen 1 tot 6 en in de paragrafen 8 en 9 van artikel 15*bis*, als de hernieuwing van de opdracht van dagelijks beheer plaatsvindt na de inwerkingtreding van deze bepaling.

De bepalingen bedoeld in de paragrafen 1 tot 6 en in de paragrafen 8 en 9 van artikel 15*bis* zijn van toepassing op elke nieuwe modaliteit betreffende de bezoldiging van een beheerder, vastgesteld na de inwerkingtreding van deze bepaling.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut*

Art. 8. In artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt:

“7° “individuele en geanonimiseerde informatie”: gegevens die voorkomen in het bezoldigingsverslag betreffende een betrokken persoon waarvan de voornaam en naam niet aan de Regering en het Waals Parlement worden overgemaakt.”.

Art. 9. In artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 23 februari 2006 en 7 april 2011 wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

“§ 1. Dit decreet geldt voor volgende instellingen:

- 1° het “Agence wallonne à l’Exportation” (AWEX) (Waals Exportagentschap);
- 2° het “Agence pour l’Entreprise et l’Innovation” (AEI) (Agentschap Ondernemen en Innoveren);
- 3° De “Office Economique du bois”;
- 4° het “Agence du Numérique” (AdN) ;
- 5° de naamloze vennootschap “Wallimage SA”;
- 6° de naamloze vennootschap “Wallimage Coproductions”;
- 7° de Autonome haven van regio “Centre” en regio “West” (PACO).
- 8° de Autonome haven van Charleroi (PAC);
- 9° de Autonome haven van Namen” (PAN);
- 10° de Autonome haven van Luik (PAL);
- 11° de “Société de développement de Liège Guillemins” (SDLG) ;
- 12° de “Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures” (SOFICO) (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren)
- 13° de “Société publique d’Aide à la Qualité de l’Environnement” (Spaque) (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu);
- 14° de “Société de rénovation et d’assainissement des sites industriels” (Sorasi) (Vennootschap voor de Sanering en de Vernieuwing van Bedrijfsruimten);
- 15° de “Société d’Assainissement et de Rénovation des Sites industriels dans l’ouest du Brabant wallon” (Sarsi) (Vennootschap voor de Sanering en de Vernieuwing van Bedrijfsruimten in het Westen van Waals Brabant);
- 16° de “Société régionale wallonne du Transport public de Personnes” (SRWT) (Gewestelijke Waalse Vervoermaatschappij) ;
- 17° de Openbare Vervoersmaatschappij Waals-Brabant;
- 18° de Openbare Vervoersmaatschappij Charleroi;
- 19° de Openbare Vervoersmaatschappij Henegouwen;
- 20° de Openbare Vervoersmaatschappij Luik-Verviers;
- 21° de Openbare Vervoersmaatschappij Namen-Luxemburg;
- 22° de “Société wallonne des Aéroports” (SOWAER) (Waalse Maatschappij voor Luchthavens);
- 23° de “Société wallonne des Eaux” (SWDE) (Waalse Watermaatschappij);
- 24° de “Société publique de Gestion de l’Eau” (SPGE) (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer);
- 25° het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie” (FLW) (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);
- 26° de “Société wallonne du Logement” (SWL) (Waalse huisvestingsmaatschappij);
- 27° de “Société wallonne du Crédit social” (SWCS) (Waalse maatschappij voor sociaal krediet);
- 28° de “Office wallon de la Formation professionnelle et de l’Emploi” (Forem) (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);
- 29° de naamloze vennootschap “IMMOWAL”;
- 30° de publiekrechtelijke naamloze vennootschap “Le Circuit de Spa-Francorchamps”;
- 31° de “Commission wallonne pour l’Energie” (CwaPE) (Waalse energiecommissie);
- 32° de “Société régionale d’investissement de Wallonie” (SOGEPA) (Waalse beheers- en participatiemaatschappij);
- 33° de “Société wallonne de Financement et de Garantie des PME” (SOWALFIN) (Waalse maatschappij voor de financiering en vrijwaring van kmo’s);
- 34° de “SOWAFINAL”;

35° de “SOFIPOLE”;

36° de “GELIGAR”;

37° de “FIWAPAC” ;

38° de “SOWECSOM”;

39° de “SOFRIWAL”;

40° de “SOWASPACE”;

41° de “Caisse d’investissement de Wallonie” (CIW) (Investeringskas voor Wallonië).”

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III/1 ingevoegd, met als opschrift “Bezoldigingsverslag”.

Art. 11. In hoofdstuk III/1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 19/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 19/1. § 1. De voorzitter van het beheersorgaan maakt de Regering jaarlijks het activiteitenverslag van de instelling over of, bij ontstentenis, het beheersverslag, waarin een bezoldigingsverslag vervat is waarvan het model door de Regering wordt bepaald en waarin de individuele en geanonimiseerde informatie bedoeld in paragraaf 2 vervat is.

Dit bezoldigingsverslag beoogt de transparantie wat betreft de toepassing van de regels betreffende de omkadering van de bezoldigingen bedoeld in artikel 19 en de parlementaire controle ervan.

§ 2. Het bezoldigingsverslag bedoeld in paragraaf 1 bevat, voor de commissarissen, de volgende informatie:

1° de datum van de aanwijzing en de duur van het mandaat;

2° het bedrag van de jaarlijkse bruto bezoldigingen, vergoedingen, voordelen en aanwezigheidsgeld rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend in functie van hun hoedanigheid van commissaris;

3° het jaarlijks aantal vergaderingen van de beheersorganen en de deelname van de Regeringscommissarissen aan deze vergaderingen.

§ 3. De Regering deelt jaarlijks de informatie vervat in het bezoldigingsverslag bedoeld in § 1 aan het Waals Parlement mee, volgens de nadere regels die zij vastlegt.

Inzage in het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het beheersverslag wordt op eenvoudig verzoek verleend. In de gevallen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 30 maart 1995 over de openbaarheid van bestuur kan het verzoek geweigerd worden.

§ 4. Elke instelling deelt jaarlijks aan de toezichthoudend minister het bezoldigingsverslag mee met de geïndividualiseerde en niet geanonimiseerde bedragen van de bezoldiging van elke commissaris die ze telt.”

Art. 12. Artikel 19bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 7 april 2011, wordt vervangen als volgt:

“Art. 19bis. Bij de aanwijzing van de commissarissen bepaalt de Regering, op de voordracht van de toezichthoudend minister, de vorm, het bedrag en de nadere regels van hun bezoldiging.

Deze bepaling gebeurt door rekening te houden met de activiteitssector van elke instelling.

De bezoldiging van de commissaris wordt niet volledig overgemaakt als hij in de loop van éénzelfde werkjaar zonder rechtsgeldige verantwoording afwezig bleef van meer dan twintig procent van de vergaderingen van het bestuursorgaan.”

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 november 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waalse Parlement, 584 (2015-2016) Nrs 1 tot 11.

Volledig verslag, openbare vergadering van 23 november 2016

Bespreking.

Stemming.